

À

M. Le Directeur de l'Assédic ou

M. Le Directeur régional/départemental du travail, de l'emploi et de la formation

Objet : Prime exceptionnelle de retour à l'emploi

M. Le Directeur de,

Par courrier du vous m'avez à nouveau refusé le bénéfice de la prime exceptionnelle de retour à l'emploi au motif que je n'ai pas repris d'activité chez un employeur du secteur privé ou assimilé en référence au décret du 29 août 2005.

Le décret suscité fait référence, à propos des personnes bénéficiaires dans son 1er article alinéa c à
« Avec l'un des employeurs mentionnés à l'article L. 351-4 du code du travail et aux 3  et 4  de l'article L. 351-12 du même code. »

L'alinéa 3 de l'article L. 351-12 précise :

« Les salariés des entreprises, sociétés et organismes définis au a du paragraphe 1 de l'article 164 de l'ordonnance n 58-1374 du 30 décembre 1958 portant loi de finances pour 1959... » Les entreprises concernées étant celles « inscrites au répertoire national des entreprises contrôlées majoritairement par l'Etat ».

Or, Le lycée ou le coll ge EPLE, mon employeur est inscrit au répertoire national des entreprises avec un numéro de siret.

Par ailleurs, dans sa circulaire n 05-10 du 29 avr il 2005, l'UNEDIC, en application de l'article L. 351-12, 8 me alinéa du code du travail, a étendu aux établissements publics administratifs le droit d'assurer les agents non titulaires qu'ils emploient contre le risque de privation d'emploi. Mon bulletin de salaire ci-joint, à travers la cotisation « assurance chômage » l'atteste.

Il en découle que l'on peut estimer de manière extensive, que les personnels de droit privé des EPLE sont concernés par le décret du 29 août 2005.

Comme le contrat que j'ai signé est un contrat de droit privé à durée déterminée et à temps partiel, régi par les dispositions du code du travail, rien ne s'oppose à ce que je puisse bénéficier de la prime exceptionnelle de retour à l'emploi de 1000 à prévue par la loi.

C'est d'ailleurs le sens que le législateur a voulu donné à la loi puisque dans ses attendus, il mentionne « le projet de loi emprunte deux voies pour lever les obstacles à la reprise d'activité pour les bénéficiaires de minima sociaux : l'amélioration des incitations financières , d'une part, la mise en place de mesures destinées à résoudre les difficultés concrètes qui freinent le retour à l'emploi, d'autre part (assainir une situation financière, faire face aux premiers frais de garde d'enfant, acquérir un moyen de transport, reconstituer la garde robe...) » (site du sénat).

De même, dans un courrier adressé au secrétaire général du SNUipp FSU, la direction des affaires financières du ministère de l'Education Nationale précise : « ils (les EVS sous contrat CAV ou CAE) peuvent demander à bénéficier de la prime exceptionnelle de retour à l'emploi, fixée également à 1 000 à, dès lors que leur contrat de travail a été conclu pour une durée travaillée au moins égale à 78 heures par mois pendant 4 mois, avec un EPLE employeur qui est affilié au régime d'assurance chômage, ce qui est en général le cas. »

Si vous mainteniez cette décision, ce serait une interprétation restrictive et manifestement contraire à l'esprit et à la lettre de la loi. Aussi, Monsieur Le Directeur, je vous demande de reconsidérer votre décision et de me verser la prime exceptionnelle de retour à l'emploi à laquelle je peux prétendre.

Dans l'attente de votre réponse, veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

Référence :

Pièce jointe : courrier du ministère de l'Education Nationale